

[Texte]

Mr. McCurdy: The agreement probably has not been changed. The correspondence I referred to was a letter to you, just written. It is also based on a question already asked of the Minister of Tourism and Small Business, who answered on your behalf that the government would use its leverage to do something about the closure of Kelsey-Hayes in Windsor.

Mr. Bouchard: But it is the same answer. Once again—

Mr. McCurdy: Let me ask you, rather than making it particular, if they have failed to meet those undertakings and are in the process of closing down a plant to move it to the United States, would you not think it appropriate to use the leverage—

Mr. Bouchard: If there is any official document or information you have that I do not which could confirm that officially it will be done. . . I told you we are still under discussion, Mr. McCurdy—

Mr. McCurdy: Discussion with whom?

Mr. Bouchard: With the company.

Mr. McCurdy: With respect to what?

Mr. Bouchard: Exactly what we have in the agreement. Those conditions, to my knowledge, would have to be respected. If they are not, as I said, there is a penalty of \$30,000 for each job under 1,500. I have not given any indication to my people that those conditions have changed.

Mr. McCurdy: You have more than an agreement; you have \$125 million worth of stock.

• 1645

Mr. Bouchard: I know, but it is not closed, it is not a discussion that is finished. They will have to face their obligations and it is where we are at the present time. I saw your letter and I think it is a very meaningful question and I know that you worry about that.

My personal view is that they will have to respect—

Mr. McCurdy: I am not only worried about that, I am worried about—

The Vice-Chairman: I would like to go to Mr. Couture now. I know it is a very important question you are raising, and I think if we have time we can come back.

Mr. Bouchard: I would like to answer the first part of the question. I disagree with what he said, but I do not have any time.

M. Couture: J'aimerais faire un commentaire. Pour ma part, j'ai vécu exactement l'expérience contraire. Une entreprise était un peu en difficulté et, grâce à une acquisition soutenue par Investissement Canada, une centaine de bons emplois en haute technologie sont restés dans mon comté.

You know, it is going both ways.

Mr. Langdon: Can I just ask the—

Mr. Bouchard: We will have an answer for Mr. Langdon afterwards.

[Traduction]

M. McCurdy: Elle ne l'a probablement pas été. La correspondance dont je vous ai parlé consiste en une lettre qui vient de vous être écrite et qui découle d'une question que l'on a déjà posée au ministre du Tourisme et de la Petite entreprise. Celui-ci aurait répondu en votre nom que le gouvernement userait de son influence pour tenter d'intervenir dans la fermeture de la «Kelsey-Hayes» à Windsor.

M. Bouchard: C'est ce que j'ai dit. Encore une fois. . .

M. McCurdy: Dans ce cas, laissons les cas particuliers de côté: si Varsity a manqué à ses engagements et qu'elle est actuellement en train de fermer son usine pour la transporter aux États-Unis, ne croyez-vous pas qu'il serait judicieux d'user de votre influence. . .

M. Bouchard: Si vous pouvez me montrer un document officiel dont je ne connaîtrais pas l'existence et qui confirmerait officiellement que c'est bien ce qui se fera. . . Je répète, monsieur McCurdy, que nous sommes encore à en discuter.

M. McCurdy: En discuter avec qui?

M. Bouchard: Avec la société.

M. McCurdy: À quel sujet?

M. Bouchard: Au sujet de ce qui se trouve dans l'entente. Que je sache, ces conditions doivent être respectées, faute de quoi, je répète que la société devra verser 30,000\$ d'amende pour chaque emploi en moins par rapport à l'objectif de 1,500 emplois. Je n'ai pas informé mes fonctionnaires que les conditions avaient changé.

M. McCurdy: Mais vous avez plus qu'une simple entente entre les mains; vous avez 125 millions de dollars d'inventaire.

M. Bouchard: Je sais, mais c'est une discussion qui n'est pas terminée, qui se poursuit toujours. La compagnie va devoir faire face à ses obligations, et c'est là où nous en sommes à l'heure actuelle. J'ai vu votre lettre et je pense que c'est une question très importante qui vous préoccupe beaucoup.

Personnellement, j'estime que la compagnie va devoir respecter. . .

M. McCurdy: Ce n'est pas la seule chose qui m'inquiète, je m'inquiète également au sujet de. . .

Le vice-président: J'aimerais passer à M. Couture maintenant. Je sais que vous soulevez une question très importante, et si nous avons le temps, nous pouvons y revenir.

M. Bouchard: J'aimerais répondre à la première partie de la question. Je suis en désaccord avec ce que le député a dit, mais je n'ai pas le temps d'y répondre.

Mr. Couture: I would like to make one comment. Personally, I had exactly the opposite experience. There was a company having some trouble, and thanks to a purchase supported by Investment Canada, about 100 good jobs in the high technology field remained in my riding.

Ça marche dans les deux sens, vous savez.

M. Langdon: Puis-je demander au. . .

M. Bouchard: Je vais répondre à M. Langdon après.